

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRONOX FRANCE SAS

95 Rue du Général de Gaulle
BP 10059
68800 Thann

Références : 2025_11_19_VIIC_Trnox_SGS_formation_poste_garde
Code AIOT : 0006700653

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée avait pour objectif de contrôler, suite à un changement de prestataire, la bonne formation du personnel exerçant des missions de contrôle d'accès et de surveillance du poste de garde sur le site Tronox/Vynova. Le contrôle a porté notamment sur la gestion des situations d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- 95 Rue du Général de Gaulle BP 10059 68800 Thann
- Code AIOT : 0006700653

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

TRONOX est une société américaine spécialisée dans la production de dioxyde de titane ultra fin, principalement destinée à des fins de traitement des matrices atmosphériques et aqueuses. Le site est soumis aux directives dites "SEVESO" et "IED".

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formation des personnels	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification du personnel du poste de garde	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.1	Sans objet
3	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.5	Sans objet
4	Aptitude à faire face aux situations dégradées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent une non-conformité relative à la formation du personnel. Une action corrective est demandée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification du personnel du poste de garde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : [...] Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. [...]
Constats :

<p>Par échantillonnage, le contrôle a porté sur le personnel exerçant des missions de contrôle d'accès et de surveillance du poste de garde sur le site Tronox/Vynova.</p> <p>Ces missions sont confiées à un prestataire externe, qui a repris cette activité le 1^{er} octobre 2025. Par échantillonnage, le contrôle a porté sur les agents présents sur site au mois de novembre 2025. Il a été constaté sur le planning remis par le prestataire que 9 agents réalisent ces missions. La présence effective des agents prévus au planning a été constatée le dimanche 16 novembre et le lundi 17 novembre, au moyen du logiciel de gestion des entrées.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Formation des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, le contrôle a porté sur le personnel exerçant des missions de contrôle d'accès et de surveillance du poste de garde sur le site Tronox/Vynova.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que les agents de sécurité en exercice disposent d'un agrément, qui leur est attribué suite à l'examen de fin de leur formation. Cette formation est complétée par l'apprentissage des consignes et procédures internes à chaque site.</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a contrôlé le plan de formation de l'agent présent sur site. L'inspection a constaté que l'utilisation du Lancement Informatisé et Suivi d'Alerte (LISA), des sirènes d'alertes chimiques (CHIM'Alert), ainsi que la formation aux procédures associées étaient bien identifiées. Par contre, il a été constaté que la présentation du Plan des Opérations Internes et des produits du site impliqués dans LISA n'était pas prévue dans la formation de l'agent, ainsi que la présentation de l'architecture du système LISA et des conséquences de chaque action.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant d'établir et de mettre à jour un plan de formation complet, définissant le contenu et l'organisation de la formation, y compris les mises à jour et mises à niveau nécessaires, ainsi que les indicateurs de suivi.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. [...] Ces procédures font l'objet : [...] - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, le contrôle a porté sur les procédures relatives à LISA, logiciel utilisé par le personnel exerçant des missions de contrôle d'accès et de surveillance du poste de garde sur le site Tronox/Vynova.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procédure Système LISA QSE PR 2003 version 15, • Recueil d'information du système LISA QSE DO 2108 version 6, • Mode opératoire - essais du système LISA QSE MO 2048 - version 6, • Mode opératoire - essai des sirènes CHIMALERT QSE MO 2131 - version 5. <p>Le contrôle de ces procédures montre que les différentes situations d'urgence ont été prises en compte, ainsi que les essais liés aux alertes.</p> <p>Par échantillonnage, il a été constaté dans le logiciel LISA la réalisation d'un essai du système LISA (gaz) et d'un essai sirène CHIM'Alert le jeudi 13 novembre (date conforme à celle prévue par les procédures).</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aptitude à faire face aux situations dégradées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : [....] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur [...] la conduite à tenir en cas de sinistre [...]. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens [...] d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. [....]
Constats : Par échantillonnage, le contrôle a porté sur la prise en charge, par l'agent du poste de garde, d'un scénario d'alerte gaz simulé (fuite importante de HCl, alerte niveau 2), via un appel par le 18 au poste de garde. Il a été constaté que l'agent en poste connaissait la procédure et a utilisé les moyens prévus par cette procédure (logiciel LISA et déclenchement des sirènes par un commutateur). Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite